

Un an plus tard, la reconstruction de Gaza est bloquée

Description

Charlotte Silver - The Electronic Intifada - 8 juillet 2015

2-gaza

Après un an : une mosquée détruite dans Gaza ville, le 30 juillet 2014, après qu'elle a été touchée par une attaque israélienne (à son sommet), et le même endroit, un an après, le 7 juillet 2015. (Ashraf Amra APA Images)

Il y a un an aujourd'hui, Israël a lancé une agression contre la bande de Gaza qui allait durer 51 jours.

Alors qu'un cessez-le-feu permanent a été négocié entre le Hamas et Israël le 26 août 2014, la sécurité physique et la liberté de mouvement continuent d'être refusées à la population de Gaza. La dérioration de l'économie et de l'infrastructure de Gaza est accélérée avec les sept semaines de bombardement aériens.

En mai 2015, 80 % de la population gazaouie dépendaient de l'aide internationale, et pour la plupart, simplement pour mettre de la nourriture sur la table.

Dans toute la bande de Gaza, les plus de 100 000 personnes dont les maisons ont été détruites ou rendues inhabitables sont maintenant des sans-abri alors qu'elles attendent la petite quantité, longue à leur parvenir, de matériaux de constructions. Les familles sont entassées à l'intérieur de caravanes, y étouffant de chaleur, ou dans des appartements provisoires que beaucoup ne peuvent se permettre.

Le déplacement massif de la population dans Gaza coïncide avec un manque de financement de l'UNRWA, l'agence des Nations-Unies qui aide les réfugiés palestiniens. Les ressources du groupe ont été réduites pour répondre à l'augmentation massive des besoins humanitaires engendrés par les conflits violents dans la région. En juin 2015, l'UNRWA a été forcé de fermer ses abris à Gaza et incapable de respecter nombre de ses promesses d'allocations aux familles qui y sont déplacées internes.

Un récent rapport d'une commission de travail indépendante, pour le Conseil des Nations-Unies des droits de l'homme, apporte des preuves écrasantes de crimes de guerre présumés commis par Israël, et le Conseil a voté l'adoption du rapport et condamné les actions d'Israël de dernier dans la bande de Gaza. Mais rien n'y indique qu'Israël sera tenu responsable pour la dévastation qu'il a perpétrée dans Gaza, et qu'il continue d'imposer par son blocus en place depuis 2007.

Les conditions du cessez-le-feu d'août dernier n'ont jamais été mises à la disposition du public. Mais, comme Israël a accepté dans le passé, il aurait promis un assouplissement de la fermeture des frontières de Gaza et du blocus naval dans la mer de Gaza.

Des statistiques compilées par le Bureau des Nations-Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et Oxfam suggèrent qu'un léger assouplissement des fermetures a été réalisé, et l'organisation israélienne Gisha a noté que de hauts dirigeants israéliens (dont le Premier ministre Benjamin Netanyahu), l'ancien et l'actuel chef d'État-major, Benny Gantz et Gadi Eizenkot, et le général Yoav Mordechai) avaient reconnu publiquement la nécessité de permettre à Gaza de reconstruire, afin de maintenir la stabilité.

Toutefois, ces gestes ne répondent en rien aux nécessités pressantes de Gaza, lesquelles trouvent leurs racines dans sa soumission totale aux caprices d'Israël.

Voici un bref aperçu de la situation de Gaza, une année après la guerre.

Mouvements et commerce

Les chiffres reflètent un assouplissement général aux points de passages avec Israël, mais à la suite de certaines attaques contre des Israéliens par des Palestiniens en Cisjordanie et de la récente violence dans le nord du Sinaï, Israël a restreint tout transit par le passage commercial de Kerem Shalom et annulé de nombreuses autorisations de passage par le check-point d'Erez, démontrant que les Palestiniens sont punis de façon collective pour des raisons sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle.

Les exportations de produits et de certains mobiliers ont connu une augmentation par rapport à l'année dernière, mais elles restent encore à environ 7 % de leur taux d'avant le blocus. Après avoir interdit que tout produit sorte de Gaza pendant les huit dernières années, fin 2014 Israël n'a laissé que des cargaisons limitées d'arriver sur les marchés d'Israël et de Cisjordanie. Qui plus est, le coût de l'exportation est exagérément élevé pour de nombreux petits agriculteurs de Gaza.

Le taux des mouvements par le passage d'Erez d'Israël a doublé depuis l'an dernier. Cependant, ce chiffre ne représente que 2 % simplement du nombre de Palestiniens qui étaient autorisés à passer en Israël avant la Deuxième Intifada. L'OCHA informe d'une augmentation globale du nombre de malades autorisés accéder aux installations hospitalières en Cisjordanie et en Israël, mais elle note aussi que le nombre de ceux qui ce fut refusé a lui aussi augmenté.

Gisha documente qu'Israël a augmenté le quota des commerçants autorisés à traverser au check-point d'Erez, faisant d'eux notamment le groupe le plus important autorisé à entrer par Erez. Cependant, le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR) a fait savoir que ces commerçants étaient fréquemment soumis à des détentions et des interrogatoires.

Des décennies pour reconstruire

Depuis mars, le nombre de camions transportant des matériaux de construction essentiels autorisés à entrer dans Gaza a augmenté. Mais Oxfam indique que ce nombre ne représente encore que le quart de ce qui était autorisé avant que le blocus ne soit imposé en 2007. À noter que Gisha déclare que la moitié des matériaux de construction autorisés à entrer était consacré à la construction d'une route, financée par le gouvernement du Qatar, reliant Rafah à Gaza ville.

Au rythme actuel, le Shelter Cluster estime qu'il faudra 19 ans pour reconstruire les 19 075 maisons détruites durant la guerre. Sur ce nombre, 12 620 ont été totalement détruites, dont pas une seule n'a commencé à être reconstruite. Mais les matériaux de constructions sont aussi nécessaires pour répondre aux besoins de la croissance de la population dans la bande de Gaza, qui il est refusé les matériaux nécessaires depuis huit ans. En réalité, seulement 1 % des matériaux nécessaires entre dans la Bande ce qui amène Shelter Cluster à estimer qu'il faudra effectivement 76 années pour reconstruire la minuscule bande de terre.

Enfin, pas une seule des 20 écoles détruites par Israël n'a été réparée. Gaza a donné la priorité à la reconstruction des hôpitaux détruits et aux réseaux de distribution de l'eau et d'assainissement, mais ces efforts sont eux aussi retardés et insuffisants.

La ruine des infrastructures

Israël a endommagé les réseaux de l'eau et des eaux usées, déjà défectueux, qui ne répondent qu'à hauteur de 30 % des besoins de la population à l'eau courante. Si une grande partie du réseau de distribution de l'eau a été réparé au cours de l'année dernière, les réparations étaient rapides et à court terme, selon l'OCHA. Ce sont 120 000 personnes dans la bande de Gaza qui n'ont encore aujourd'hui aucun accès à la fourniture municipale de l'eau.

Des tirs quotidiens dans Gaza

Enfin, il n'y a eu aucun répit pour les Palestiniens de Gaza dans la violence ou la menace de violence venant des forces israéliennes. L'armée et les forces navales israéliennes ont tiré sur Gaza et sur les pêcheurs palestiniens au moins 739 fois depuis août dernier. Les pêcheurs subissent des tirs à l'intérieur de six miles nautiques de la côte de Gaza plus d'une fois chaque jour en moyenne, tout comme les agriculteurs et les habitants palestiniens proches de la frontière. Ces derniers mois, 23 raids aériens ont été menés sur la bande de Gaza ; et les véhicules de l'armée israélienne ont réalisé 23 incursions dans la zone frontalière.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

date créée

2015/07/09